

des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste dans les départements d'outre-mer* [28 avril 1951] (p. 4194); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4334); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer de 10 0/0 les allocations familiales des départements des territoires d'outre-mer* (p. 4338, 4339, 4340, 4343); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements aux Antilles et la construction d'aérodromes militaires)* [6 mai 1951] (p. 4673, 4674); AGRICULTURE : *Son amendement tendant à ouvrir des crédits à la Caisse nationale de crédit agricole pour des prêts dans les territoires d'outre-mer* (p. 4698, 4699); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Son amendement tendant à reporter 1 milliard des investissements en Sarre aux investissements dans les territoires d'outre-mer* (p. 4704, 4705); *Amendement de Mlle Archimède tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les départements d'outre-mer* (p. 4707). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question relative à la construction de logements et la réglementation des rapports entre bailleurs et locataires dans les départements d'outre-mer [11 mai 1951] (p. 5045). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la vie aux Antilles)* [11 mai 1951] (p. 5057).

GIRARDOT (M. Pierre), *Député des Basses-Alpes.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires économiques [29 mai 1947] (p. 4783), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la marine marchande et des pêches [12 avril 1949] (p. 2310); de la

Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 3 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exproprier pour cause d'utilité publique les terrains sur lesquels sont construits les bâtiments de l'annexe de la Poudrerie nationale de Saint-Chamas, à Sisteron, et à entreprendre dans cette usine des fabrications utiles à la défense nationale et à l'économie du pays, n° 1550. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre l'effort de reboisement dans le bassin de la Durance et à rétablir la conservation des eaux et forêts de Digne, n° 1689. — Le 25 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour la défense de la culture de la lavande et du lavandin, à favoriser l'exportation des essences de lavande et de lavandin, à faire étudier leur emploi en France et à réprimer sévèrement la fraude pratiquée sur ces essences, n° 1826. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3868. — Le 1^{er} juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues abrogeant la décision n° 2464 du Comité central des prix, prise en date du 1^{er} avril 1942, n° 4383. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Garavel tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour faciliter l'introduction en France des blés en grains aux lieux et place de farines, n° 4885. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner six demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6806. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à l'assouplissement des lois du 7 janvier 1948 et du 12 mars 1948 connues sous le nom de Plan Mayer, n° 7000. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en faveur des producteurs de pommes de terre, n° 7631. — Le 26 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à renforcer les installations thermiques de la centrale électrique mixte de Sainte-Tulle pour permettre un débouché normal au bassin minier des Basses-Alpes, à prévoir au budget d'équipement les crédits nécessaires à cet effet, et à surseoir à la fermeture de la mine du Bois d'Asson, n° 8274.

— Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Edmond Michelet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier, en faveur des cadres chargés de famille, l'instruction n° 97.284 PM/IB, en date du 23 juin 1949, du Secrétaire d'Etat à la Guerre, qui règle le tour de départ aux T.O.E., n° 8632. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant au retour immédiat dans leurs foyers des militaires du corps expéditionnaire d'Indochine arrivés à expiration de leur contrat, n° 8872. — Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant au retour immédiat dans leurs pays d'origine des militaires nord-africains et des militaires de l'Afrique noire qui font partie du corps expéditionnaire d'Indochine, et à l'interdiction de nouveaux départs, n° 9030. — Le 4 mai 1950, une proposition de loi tendant à donner dorénavant aux gardes des eaux et forêts et aux brigadiers la dénomination d'agents techniques des eaux et forêts et chefs de district des eaux et forêts, n° 9859. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à remettre en liberté les objecteurs de conscience emprisonnés, n° 9897. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le violent orage accompagné de rafales de grêle qui s'est abattu le 17 juin 1950 dans la vallée de l'Ubaye ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; 4° à accorder aux communes des subventions leur permettant de réparer les chemins vicinaux gravement endommagés par l'orage, n° 10419. — Le 15 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour la reprise de l'exploitation de la mine de Bois-d'Asson (Basses-Alpes) soit par mise en demeure à la Société concessionnaire de rouvrir le puits, soit par déchéance de ses droits à concession et dommages et intérêts, n° 11667. — Le 15 février 1951, une proposi-

tion de loi tendant à l'établissement des avant-projets du canal du Forcalquiérois, du canal « des Plaines » (communes des Mées et d'Oraison), du système d'irrigation du plateau de Salignac et de l'endiguement de la moyenne Durance, n° 12201. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à la poursuite accélérée de construction de barrages réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le plateau de Valensole—Riez, n° 12297. — Le 20 mars 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des particuliers et des collectivités ayant subi des dégâts par suite de la crue de la Durance, dans le département des Basses-Alpes les 13 et 14 mars 1951, n° 12564.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le 2° trimestre de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires) ; Etat, A AIR, Chap. 312 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour la presse, la propagande et l'information* [27 mars 1947] (p. 1193) ; *le retire* (ibid.) ; GUERRE, Chap. 326 : *Son amendement tendant à réduire de 4.200.000 francs les crédits destinés à la presse, l'information, la propagande* (p. 1195) ; MARINE, Chap. 319 : *Son amendement tendant à réduire d'un million 200.000 francs les crédits destinés à la presse, l'information et à la propagande* (p. 1197) ; *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 351 : *Restauration et conservation des terrains de montagne* [12 juin 1947] (p. 2062, 2063) ; — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947 ; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 302 : *Son amendement relatif aux dépenses de propagande* [27 décembre 1947] (p. 6358) ; — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 ; Art. 3 : *Mesures d'exemption et d'allègement en faveur de la classe 1948* [11 mars 1948] (p. 1641). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement des mineurs et la fermeture des mines des Basses-Alpes [22 avril 1948] (p. 2197). — Prend part à la discussion :

du projet de loi portant aménagement du Budget de l'Exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 362 : *Répartition de pneus par les conseils agricoles départementaux* [25 mai 1948] (p. 2914) ; Chap. 400 : *Allocations familiales* (p. 2916) ; Chap. 530 : *Migrations de familles d'agriculteurs* (p. 2924, 2925) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948 : *Discussion générale (Impérialisme américain dans l'Union française)* [30 juin 1948] (p. 4206 et suiv.) ; Etat A, Chap. 1101 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 88 millions les crédits pour les services sociaux* [8 juillet 1948] (p. 4449) ; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour les installations du service des poudres* (p. 4467) ; Chap. 7071 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour liquidation des marchés résiliés (Air)* (p. 4471) ; *le retire* (ibid.) ; GUERRE, Chap. 335 : *Carburants* [9 juillet 1948] (p. 4527, 4528) ; Etat B, Chap. 905 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du service des transmissions* (p. 4537) ; Chap. 907 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de la Commission* (p. 4538) ; *Son amendement tendant à réduire de deux milliards les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* (p. 4538) ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur l'article portant ouverture de crédits de 252 milliards 745 millions* [6 août 1948] (p. 5451, 5452) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5459) ; — du projet de loi portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture, faisant supporter à l'Etat toute la majoration de cotisation nécessaire* [31 mars 1949] (p. 1924) ; — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : *Son contre-projet tendant à respecter la loi du 31 mars 1928* [31 mars 1949] (p. 1929) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat D : *Son amendement tendant à augmenter de 227 millions l'abattement sur les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale* [8 avril 1949] (p. 2229, 2230, 2233) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2324, 2323) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ;

Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 7042 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires rapatriés d'Indochine blessés ou malades* [16 juin 1949] (p. 3419, 3420) ; GUERRE, Chap. 330 : *Son amendement tendant à réduire de 427 millions les crédits pour l'achat de carburant* (p. 3443) ; Art. 38 : *Son amendement relatif aux officiers rayés des cadres entre 1940 et 1944* [23 juin 1949] (p. 3735) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 38 : *Fixation de la date de prise de rang des officiers* [22 juillet 1949] (p. 5039, 5040). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accident qui a coûté la vie à cinq soldats parachutistes à la base aéronavale de Lanveoc-Poulmic au cours de manœuvres aéronavales [4 juillet 1949] (p. 4174) ; — sur la fermeture de la mine du Bois-d'Asson (Basses-Alpes) [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la distribution d'électricité : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6745, 6746) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 3 : *Son amendement tendant à diminuer de 425 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7302, 7303) ; — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 676, 677) ; — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis ; Article unique : *Son amendement tendant à insérer un alinéa prévoyant une loi pour fixer le chiffre maximum du personnel prévu par l'article 6 de l'accord* [15 mars 1950] (p. 2092, 2093) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 ; Etat B, SERVICE DES POUDES, Chap. 370 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation du service des poudres (Baisse sur les poudres de chasse)* [11 mai 1950] (p. 3602, 3603) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [24 juillet 1950] (p. 5760, 5761, 5762) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1600 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'état-major de l'Europe occidentale à Fontainebleau* [14 juin 1950] (p. 4772, 4773) ; — du projet de loi relatif à la fixation d'un pro-

gramme aérien : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1950] (p. 6187, 6188); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur les rigueurs de la guerre, les souffrances du corps expéditionnaire, l'action de M. Fiquères pour la paix)* [19 octobre 1950] (p. 7004, 7005). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la ligne de chemin de fer de Digne à Nice [26 octobre 1950] (p. 7255); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant l'amnistie par décret des condamnations à la dégradation nationale* [16 novembre 1950] (p. 7788, 7789); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 6070 : *Exercices périmés (Pont des Mées sur la Durance)* [22 décembre 1950] (p. 9473); Chap. 6080 : *Exercices clos (Ligne Nice—Digne)* (p. 9474); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1^{er}, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9051 : *Son amendement tendant à réduire de 1.710 millions les crédits pour l'équipement de la gendarmerie* [29 décembre 1950] (p. 9788, 9789); Chap. 9061 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le matériel lourd de la gendarmerie* (p. 9789); Art. 6 : *Son amendement tendant à faire vérifier par l'Assemblée Nationale les opérations du fonds de la défense nationale* (p. 9826); Art. 14 : *Amendement de M. Billat tendant à supprimer l'article prévoyant des transferts de crédit d'un chapitre à l'autre* (p. 9832); — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 janvier 1951] (p. 93, 94); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5230 : *Disjonction du chapitre subventionnant les engrais azotés et les phosphates* [26 janvier 1951] (p. 470); — du projet de loi relatif à la constitution de détachements de météorologie : *Discussion générale* [16 février 1951] (p. 1262); Art. 2 : *Son amendement tendant à défendre le statut des fonctionnaires contre les exceptions prévues* [6 février 1951] (p. 1263). — Dépose une demande d'interpellation sur les récents développements militaires de la situation au Viet-Nam [13 avril 1951]

(p. 3263). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre en Indochine)* [17 mai 1951] (p. 5365, 5366, 5367); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Disjonction des amendements communistes)* [18 mai 1951] (p. 5441); Art. 23 : *Sa motion préjudicielle tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949* (p. 5449); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger le décret du 29 septembre 1950 relatif à la défense en surface* (p. 5452); — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 1^{er}, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 5505 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les armées des Etats associés* (p. 5460); Chap. 5565 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour réception du matériel étranger* (p. 5460).

GODIN (M. André-Jean), Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [2 août 1948] (p. 5188), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [4 août 1950] (p. 6614); de la Commission de la presse [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300), [4 août 1950] (p. 6614), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J. O. du 29 janvier 1947] (p. 1090). — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933